Soixantième année. - N ° 211 A Dimanche 1er et lundi 2 novembre 2026

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

## BODACC « A »

## Annonce n° 3711

## 22 – CÔTES-D'ARMOR

## GREFFE DU TRIBUNAL DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE SAINT-BRIEUC

## Jugement d'ouverture

*Date :* 28 octobre 2026.
Jugement d'ouverture de liquidation judiciaire.
RCS non inscrit.
**LE NY** (Yvon).
*Activité :* Élevage de vaches laitières.
*Adresse :* Logoray, 22390 Bourbriac.
*Date :* 28 octobre 2026.
Jugement d'ouverture de liquidation judiciaire.
452 243 116 RCS Saint-Brieuc.
**EARL DES LANDIS DORES.**
*Forme :* Exploitation agricole à responsabilité limitée.
*Activité :* Élevage de vaches laitières.
*Adresse :* Logoray, 22390 Bourbriac.
*Date :* 28 octobre 2026.
Jugement d'ouverture de liquidation judiciaire.
527 559 645 RCS Saint-Brieuc.
**EARL AVICOLE DE LOGORAY.**
*Forme :* Exploitation agricole à responsabilité limitée.
*Activité :* Élevage de volailles.
*Adresse :* Logoray, 22390 Bourbriac.
*Date :* 28 octobre 2026.
Jugement d'ouverture de liquidation judiciaire.
RCS non inscrit.
**LE NY** (Martine).
*Activité :* Élevage de vaches laitières.
*Adresse :* Logoray, 22390 Bourbriac.

*Complément de jugement :* Jugement prononçant la liquidation judiciaire , date de cessation des paiements le 29 Avril 2025, désignant liquidateur Selarl Praxis (Me Bruno David) 30 bis, place Saint-Michel - BP 4240 - 22042 Saint-Brieuc Cédex 2 et désignant administrateur Selarl Gautier & Associés (Me Sophie Gautier) 111, boulevard de Lattre de Tassigny - 35000 Rennes avec les pouvoirs : d'administrer les entreprises. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la présente publication, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce.

